

**Programme
Départemental
d'Insertion**

Table des MATIÈRES

A

ÉDITO DU PRÉSIDENT 4

PRÉAMBULE 6

- 7 La remise en activité professionnelle :
une priorité du Département
- 8 Accompagnement / formation / emploi :
une approche globale
- 9 Les emplois de transition, clé de voûte du PDI
2024-2028
- 10 Un écosystème partenarial orienté vers l'emploi
durable
- 11 Une gouvernance renforcée
- 12 Toujours plus de qualité, à ressources constantes
- 13 Objectifs et orientations du PDI des Yvelines

B

INSERTION ET EMPLOI DANS LES YVELINES : ÉTAT DES LIEUX 14

- 15 Bilan 2021-2023
- 16 Dynamique économique en Yvelines
et opportunités d'insertion
- 17 Caractéristiques des allocataires du RSA
- 22 Le projet France Travail expérimenté
dans les Yvelines

THÉMATIQUE I:*Préparation à l'emploi, accompagnement et formation***26 Orientation 1 – Agir** sur les freins à l'emploi

- **Axe 1** : Accroître la mobilité des candidats
- **Axe 2** : Favoriser la maîtrise du français à usage professionnel
- **Axe 3** : Développer la maîtrise des outils numériques
- **Axe 4** : Proposer des modalités de garde d'enfant adaptables
- **Axe 5** : Sensibiliser les allocataires aux codes du monde du travail

32 Orientation 2 – Favoriser la découverte de métiers et la formation

- **Axe 1** : Favoriser l'orientation des publics prioritaires dans les secteurs en tension
- **Axe 2** : Développer et déployer une offre de formation et de professionnalisation

36 Orientation 3 – Accompagner vers l'emploi

- **Axe 1** : Accompagner vers la reprise durable d'activité
- **Axe 2** : Accompagner à 360° grâce à un dispositif global
- **Axe 3** : Accompagner la sortie du RSA par la création d'entreprise

40 Orientation 4 – Apporter des solutions aux problèmes de santé et de logement**THÉMATIQUE II:***Les emplois de transition***44 Orientation 5 – Les Parcours** emplois compétences**46 Orientation 6 – L'insertion** par l'activité économique**48 Orientation 7 – Les embauches** via les clauses d'insertion**50 Orientation 8 – Vers** l'emploi durable

- **Axe 1** : Développer des partenariats avec les entreprises qui recrutent
- **Axe 2** : Lutter contre la fracture territoriale avec le bus Job Insertion
- **Axe 3** : Dynamiser les partenariats entre les entreprises et les structures de l'ESS



Edito
DU PDI
2024 - 2028



Edito
DU PDI

La création de l'agence ActivitY' en 2015 par le Département des Yvelines témoignait à la fois d'une conviction, celle qu'être très éloigné de l'emploi n'est pas une fatalité, et d'une volonté, celle d'agir au plus près des territoires et des populations allocataires du RSA.

Acteur souple, l'agence ActivitY' met en oeuvre au quotidien pour le compte du Département un bouquet de solutions conçues pour répondre en priorité aux besoins de la personne, tout en tenant compte des besoins en compétences de nos territoires : découverte des métiers dans les filières en tension, contrats aidés, clauses d'insertion ou encore insertion par l'activité économique (IAE). En neuf années d'existence, l'agence ActivitY' a développé une véritable expertise en matière d'insertion professionnelle au service des Yvelinois qui ont pu aussi retrouver le chemin de l'emploi.

L'effort départemental en faveur de l'insertion repose également sur une collaboration étroite avec les acteurs œuvrant en faveur de l'emploi, France Travail en particulier. Ensemble, nous formons un réseau cohérent et complémentaire, offrant des solutions adaptées et individualisées. Cette complémentarité permet d'apporter une réponse globale et efficace aux défis de l'insertion.

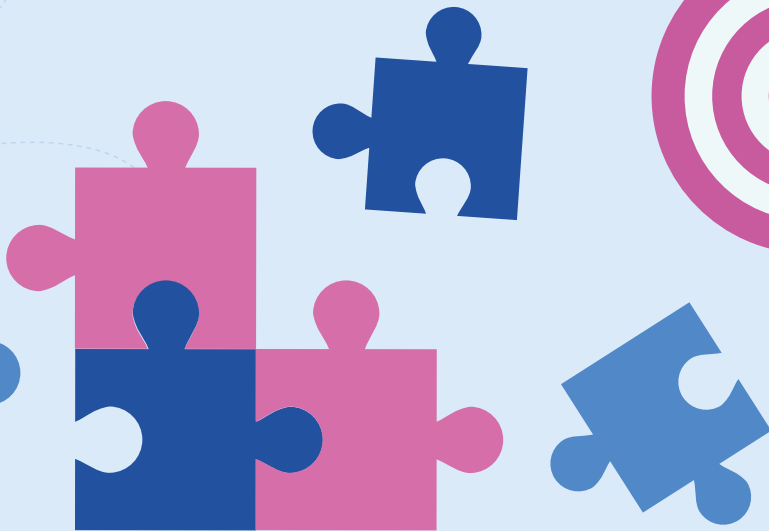
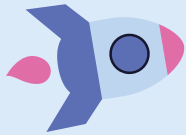
Confronté à des contraintes budgétaires inédites, le Département des Yvelines continue de s'engager fermement pour l'emploi et la formation des allocataires du RSA, persuadé que seul le travail est gage d'autonomie et de liberté. Nous avons noué des partenariats solides avec les employeurs du territoire, car qui mieux qu'eux peut déterminer les compétences nécessaires à une insertion professionnelle réussie ?

Ce programme 2024-2028 est notre réponse aux défis actuels, et nous sommes convaincus qu'avec votre soutien, nous pourrons continuer à transformer des vies.

Pierre Bédier
Président du Conseil départemental des Yvelines

A

PRÉAMBULE



A-1

LA REMISE EN ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE : UNE PRIORITÉ DU DÉPARTEMENT

- Afin de lutter plus efficacement contre l'exclusion professionnelle, le Département des Yvelines joue la carte des **partenariats**. Dans cette optique, il s'attache à conjuguer son action avec les différents acteurs du territoire en matière d'insertion, de formation et d'emploi pour **favoriser la remise en activité des allocataires du RSA**. Le Conseil départemental fait en outre le choix ambitieux d'investir dans le potentiel de compétences de ces derniers, adoptant ainsi une logique d'activation de la dépense allocative aux effets démultiplicateurs, à la fois sociaux, économiques et territoriaux. Une démarche qui porte ses fruits puisque, **entre 2020 et 2023, le nombre d'allocataires est passé de 27 898 à 25 970**.
- La remise en activité des allocataires du RSA, clé de voûte de la politique d'insertion du Département, est adossée à cet écosystème partenarial tandis que les emplois de transition en constituent les outils opérationnels. Dans cette perspective, la Direction de l'insertion et de l'action sociale (DIAS) et l'agence d'insertion ActivitY' construisent des **solutions d'insertion pragmatiques**, efficaces et en phase avec les réalités yvelinoises, qui font l'objet d'un Programme départemental d'insertion (PDI) voté par l'Assemblée départementale.
- En corrélant effort d'insertion et réponse aux besoins de main d'œuvre identifiés sur le territoire, **le Département agit en outre sur les principales causes de l'exclusion** : problématiques familiales ou de santé, éloignement géographique des opportunités d'emploi, déficit de compétences, manque d'expérience et de connaissances des métiers qui recrutent, etc. Parce que reprendre une activité professionnelle suppose souvent que des difficultés personnelles et sociales soient résolues, la DIAS et ActivitY' travaillent à lever les freins à l'emploi grâce à des coups de pouce concrets aux allocataires : aides au permis de conduire, sessions d'apprentissage du français, stages de découverte des métiers, etc. Autant de solutions proposées dans le cadre des parcours d'accompagnement socio-professionnel ou préalablement à une reprise d'activité.



CHIFFRE CLÉ

Près de **2 000** allocataires
du RSA en moins entre
2020 et 2023.¹

1. Source : Atelier de la donnée

A-2

ACCOMPAGNEMENT / FORMATION / EMPLOI : UNE APPROCHE GLOBALE

Sur la période 2024-2028, le PDI entend développer la qualité des parcours d'insertion en utilisant les trois volets que sont l'accompagnement, la formation et l'emploi, en lien étroit avec les opportunités du tissu économique yvelinois.

Le diagnostic, étape initiale

Phase clé du parcours, le diagnostic vise à repérer chez tout allocataire du RSA un potentiel de compétences valorisables dans le cadre d'une reprise d'activité. Il est assuré par les chargés d'instruction et d'orientation du Département sur la base d'un questionnaire socio-professionnel. Ce diagnostic, en entrée de parcours, est essentiel car il vise à ajuster le parcours de l'allocataire et la désignation d'un référent le plus adapté en fonction de l'orientation choisie.



CHIFFRE CLÉ

+ de 50 %

C'est en moyenne le pourcentage de candidats bénéficiant d'un accompagnement qui reprennent un emploi ou une formation.

L'accompagnement, au plus près des allocataires

Les accompagnements reposent sur une approche à 360° de la situation sociale et professionnelle de chaque allocataire. Envisagés de manière globale avec, notamment, les coordonnateurs de parcours en insertion professionnelle, les travailleurs sociaux dédiés du Département ainsi que les référents France Travail. Ils permettent de construire en quelques mois un projet professionnel viable, tout en mettant en place des actions pour résoudre les obstacles à l'emploi.

Le renforcement des compétences, condition nécessaire

53 % des personnes ayant suivi une formation accèdent à un emploi dans les six mois qui suivent². Le Conseil régional d'Ile-de-France par son programme régional de formation (PRF) et France Travail sont à ce titre des partenaires de premier plan grâce aux dispositifs qu'ils proposent. L'agence ActivitY' dispose en outre, avec l'Aide individuelle temporaire à la reprise d'emploi, d'un outil opérationnel agile pour financer une formation qualifiante si celle-ci conditionne une embauche.

². Source : Étude et statistiques France Travail 2022 – « Sortants de formation et retour à l'emploi »

Une corrélation affichée entre besoins du territoire et orientation des allocataires

Les secteurs des services à la personne, de la restauration, de la sécurité, ainsi que du BTP figurent parmi les premiers à rechercher de la main d'œuvre dans les Yvelines. Pour répondre aux besoins réels du tissu économique, le PDI s'appuie sur les statistiques annuelles de France Travail, mais aussi sur les retours des professionnels du territoire en charge de l'accompagnement pour construire des solutions favorisant des parcours vers l'emploi des filières qui recrutent.

Objectif : favoriser la montée en compétences des candidats en développant les parcours de formation autour de plateformes métiers (aide à la personne, BTP, sécurité, numérique...). Celles-ci offrent un parcours sécurisé permettant de sensibiliser aux métiers d'une filière, de valider un projet professionnel, de se qualifier et accéder à l'emploi.

A-3

LES EMPLOIS DE TRANSITION, CLÉ DE VOÛTE DU PDI 2024-2028

Le Département fait du retour à l'emploi des allocataires du RSA un axe fondamental de sa politique d'insertion.

Pour cela, il s'appuie sur les emplois de transition qui combinent les trois dimensions du parcours d'insertion puisqu'ils permettent aux allocataires du RSA d'avoir une expérience professionnelle tout en bénéficiant d'un accompagnement et d'une formation. Avec des contrats de 20 heures hebdomadaires minimum, ces emplois reposent sur une approche modulaire et progressive de la reprise d'activité, adaptée aux différents profils des candidats. Ces emplois sont en outre assortis d'une première phase d'immersion professionnelle permettant de « tester » le projet professionnel.



CHIFFRE CLÉ

72%

des demandeurs d'emploi ayant bénéficié d'une immersion professionnelle ont accédé à un emploi dans les 12 mois qui suivent le dispositif.³

3. Source : Éclairage et synthèse France Travail – Mars 2021

ActivityY' développe ou soutient trois types d'emplois de transition en partenariat avec les prescripteurs des Territoires d'action départementale et des agences France Travail :

- **Les contrats aidés « Parcours emploi compétences »**, conçus pour les employeurs publics et associatifs ;
- **Les contrats via les clauses d'insertion dans les marchés de travaux ou de services** des donneurs d'ordre et acheteurs publics yvelinois (collectivités territoriales, bailleurs sociaux...) dont ActivityY' assure l'ingénierie et la mise en œuvre opérationnelle ;
- **Les contrats dans les structures d'insertion par l'activité économique** financés par l'État et soutenues par ActivityY' pour l'accompagnement des salariés en insertion.

A-4

UN ÉCO-SYSTÈME PARTENARIAL ORIENTÉ VERS L'EMPLOI DURABLE

Pour structurer et développer la mise en emploi durable des allocataires du RSA, ActivityY' a construit des relations étroites avec les employeurs et les entreprises du territoire, à travers de l'aide au recrutement et de l'ingénierie pour l'achat responsable.

L'agence d'insertion travaille notamment avec :

- **Les grands opérateurs publics** tels que le Département, les communes et les associations, mais aussi les maîtres d'ouvrages, donneurs d'ordre, bailleurs sociaux (SNCF réseau, Société du Grand Paris, Mille et une vies habitat, Résidences Yvelines Essonne, Solidéo...) ;
- **Les établissements publics à caractère industriel et commercial (EPIC)** tels que la RATP et la RATP Cap Île-de-France ;
- **Les entreprises TPE, PME, grands comptes**, le Club régional des entreprises engagées pour l'insertion (CREPI), la Chambre de commerce et d'industrie Versailles Yvelines.

A-5

UNE GOUVERNANCE RENFORCÉE

Pour mettre en œuvre son PDI 2024-2028, le Département des Yvelines s'appuie sur une gouvernance qui associe sa Direction de l'insertion et de l'action sociale (DIAS), les Territoires d'action départementale et son opérateur, l'agence d'insertion ActivitY' Hauts-de-Seine & Yvelines.

Cette gouvernance se distingue d'un côté par sa méthode partenariale, qui vise à relancer la dynamique d'emploi en intégrant le tissu économique et les acteurs de l'insertion dans le PDI, et de l'autre par la priorité qu'elle accorde à la mise en activité et à la qualification des candidats. Deux partis pris qui traduisent la volonté de garantir une insertion progressive, durable et mesurable des allocataires du RSA.

L'agence ActivitY' est un Groupement d'intérêt public qui fédère 11 membres : le Département des Yvelines, le Département des Hauts-de-Seine, la Préfecture des Yvelines, France Travail, les Caisses d'allocations familiales des Yvelines et des Hauts-de-Seine, la Fédération régionale des travaux publics, l'Association départementale des missions locales des Yvelines, l'Etablissement public Paris La Défense, la Communauté urbaine Grand Paris Seine & Oise et la communauté d'agglomération de Saint Quentin-en-Yvelines. Des partenaires mobilisés collectivement autour d'une ambition commune : remettre les allocataires du RSA en activité en vue d'une reprise d'emploi durable.

A-6

TOUJOURS PLUS DE QUALITÉ, À RESSOURCES CONSTANTES

Dans un contexte de tension budgétaire forte pour les départements, les actions développées dans le cadre du PDI visent l'augmentation de la qualité de service à ressources constantes et sont évaluées selon le principe d'amélioration continue.

Le cadre de gouvernance partenarial mis en place avec ActivitY' favorise l'efficacité et la diversification des financements de la politique d'insertion avec :

- Une dotation annuelle du Département (premier financeur) ;
- Des Fonds sociaux européens (FSE+) ;
- La contribution des Établissements publics de coopération intercommunale (Communauté urbaine Grand Paris Seine&Oise, l'Établissement public de Paris La Défense, Communauté d'agglomération de Saint Germain Boucle de Seine, et pour les projets afférents à la ligne 18 du Grand Paris Express, les communautés d'agglomération Saint Quentin-en-Yvelines et Versailles Grand Parc par les financements de la Société du Grand Paris) pour la mise en œuvre de clauses d'insertion dans les marchés de travaux de la Nouvelle programmation de rénovation urbaine (NPNRU) et du Grand Paris (lignes 18, tangentielle ouest, Eole-prolongement du RER E) et pour les marchés de services relatifs aux Jeux olympiques de Paris 2024.



OBJECTIFS ET ORIENTATIONS DU PDI DES YVELINES

Objectif 1

Ramener les publics en insertion vers l'emploi par la levée des freins, l'accompagnement, la montée en compétences, la préparation et la (re)mise en emploi durable.

Objectif 2

Répondre aux besoins de main-d'œuvre dans les filières dont l'activité est en progression et/ou qui ont des difficultés de recrutement.

Objectif 3

Proposer des solutions clé en main pour permettre aux employeurs d'accroître leur Responsabilité sociétale dans les recrutements.

Tout en confortant les actions engagées de 2021 à 2023, le PDI 2024-2028 s'attachera plus particulièrement à développer des outils de mesure et d'évaluation partagés, à structurer les différentes étapes du parcours d'insertion autour des emplois de transition, et enfin à dynamiser son ingénierie de formation en partenariat avec les acteurs territoriaux. Il se déploiera en 8 volets :

1. Développer son employabilité
2. Trouver sa vocation et se former
3. Bénéficier d'un accompagnement vers l'emploi
4. Résoudre ses problèmes de santé et de logement
5. Reprendre une activité en contrat Parcours Emploi compétences
6. Travailler dans une structure de l'insertion par l'activité économique
7. Être recruté via les clauses d'insertion
8. Bénéficier d'offres d'emploi durable via le développement des relations avec les entreprises



CHIFFRE CLÉ

3

objectifs et orientations
du PDI des Yvelines

B

INSERTION ET EMPLOI DANS LES YVELINES : ÉTAT DES LIEUX



En trois ans, le dernier PDI a renforcé la coordination autour du Parcours d'insertion, notamment grâce à l'orientation systématique des allocataires du RSA vers des diagnostics socio-professionnels à leur entrée dans l'allocation et un accompagnement individualisé par les professionnels du Département ou de France Travail.

QUELQUES CHIFFRES ILLUSTRANT LE BILAN 2021-2023⁴ :

- **5 400 personnes** bénéficient chaque année d'une action d'accompagnement et/ou de remise en activité dans le cadre du PDI.
- **1 962 personnes** ont intégré une action de résolution des problèmes de mobilité, de garde d'enfant, de maîtrise de la langue française et du numérique, de coaching et de préparation à l'entretien d'embauche.
- **4 203 Yvelinois** ont bénéficié d'un parcours d'accompagnement global avec jusqu'à 58 % de reprise d'emploi ou de formation en 9 mois en moyenne.
- **Plus de 1 622 personnes** ont signé un contrat via les clauses sociales dans les marchés publics du Département.
- **961 allocataires du RSA** ont été embauchés en contrat « Parcours emploi compétences » dans les services du Département et au sein de la société d'économie mixte C'MIDY.
- **1 565 allocataires du RSA** ont été embauchés dans les 22 structures d'insertion par l'activité économique soutenues par ActivitY'.



QUELQUES ACTIONS MARQUANTES DU PDI 2021-2023 :

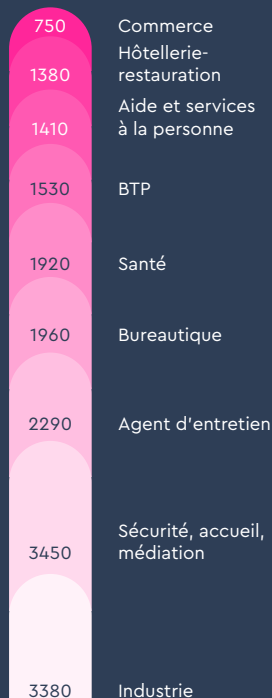
- **Des plateaux d'immersion** ont été mis en place pour permettre aux candidats de découvrir les métiers qui recrutent.
- Des dispositifs de **formation qualifiante** ont été associés à tous les emplois de transition.
- Des sessions **d'apprentissage du français à visée professionnelle** ont été développées en partenariat avec des centres de formation.
- Le **Campus des métiers Paul Cézanne**, situé dans un quartier prioritaire de la ville de Mantes-la-Jolie, a intégré l'offre de formation de l'agence ActivitY' en 2023.

4. Sources : Rapports annuels ActivitY' 2021 et 2022.

B-2

DYNAMIQUE ÉCONOMIQUE EN YVELINES ET OPPORTUNITÉS D'INSERTION

NOMBRE DE RECRUTEMENTS EMPLOYÉS ET OUVRIERS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ AYANT LES PLUS FORTS BESOINS DE MAIN D'ŒUVRE⁷ :



Un contexte *a priori* favorable

En 2023, l'activité dans les Yvelines est restée marquée par le rebond économique de l'après COVID. Depuis trois ans, le taux de chômage s'est replié pour atteindre 6,5 % en 2023. Les intentions d'embauche sont supérieures à la décennie précédente : 3 entreprises sur 10 cherchent à recruter⁵.

Le PDI 2024-2028 s'engage donc dans un climat plutôt favorable aux reprises d'activité. Cependant, les publics éloignés de l'emploi ne profitent pas spontanément des dynamiques dont témoignent certaines filières (restauration / tourisme, vente / commerce, digital).

Par ailleurs, près de 50 % des demandeurs d'emploi sont des demandeurs d'emploi de longue durée⁶ qui cumulent parallèlement les difficultés personnelles (problèmes de santé, de logement, faible niveau de qualification, précarité sociale).

Les besoins de main d'œuvre par secteur d'activité

En 2023, l'enquête sur les besoins de main d'œuvre de France Travail indique que 43 970 projets d'embauche sont prévus dans les Yvelines, avec en moyenne 62,7 % de difficultés de recrutement pour les employeurs.

5. Sources : Enquête sur les besoins de main d'œuvre France Travail 2023

6. Fin 2022, sur 98 380 demandeurs d'emploi, 45 220 sont des demandeurs d'emploi de longue durée – Source Pôle in Note de conjonction 2022 – CD78

7. Enquête sur les besoins de main d'œuvre 2023 France Travail

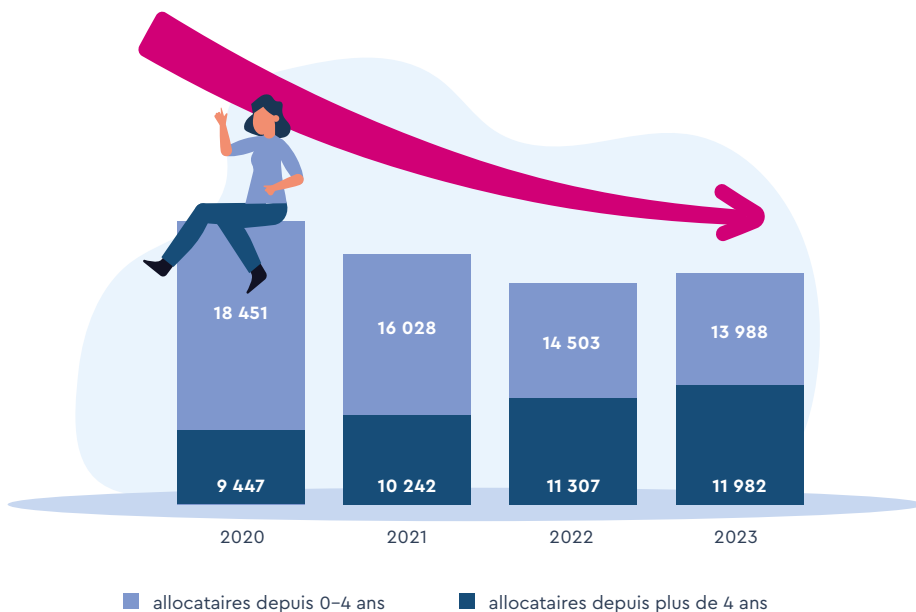
B-3

CARACTÉRISTIQUES DES ALLOCATAIRES DU RSA

Volumétrie globale

Le nombre de allocataires du RSA a diminué depuis trois ans dans les Yvelines, passant de 27 898 allocataires à 25 970⁸. Cependant, même s'il est en baisse, la part d'allocataires du RSA de longue durée augmente : 34 % en 2020, 39 % en 2021, 44 % en 2022, 46 % en 2023. En effet, plus la durée de l'allocation augmente, plus les difficultés pour en sortir sont importantes à lever.

ÉVOLUTION DU NOMBRE D'ALLOCATAIRES DU RSA DANS LES YVELINES DE 2020 À 2023

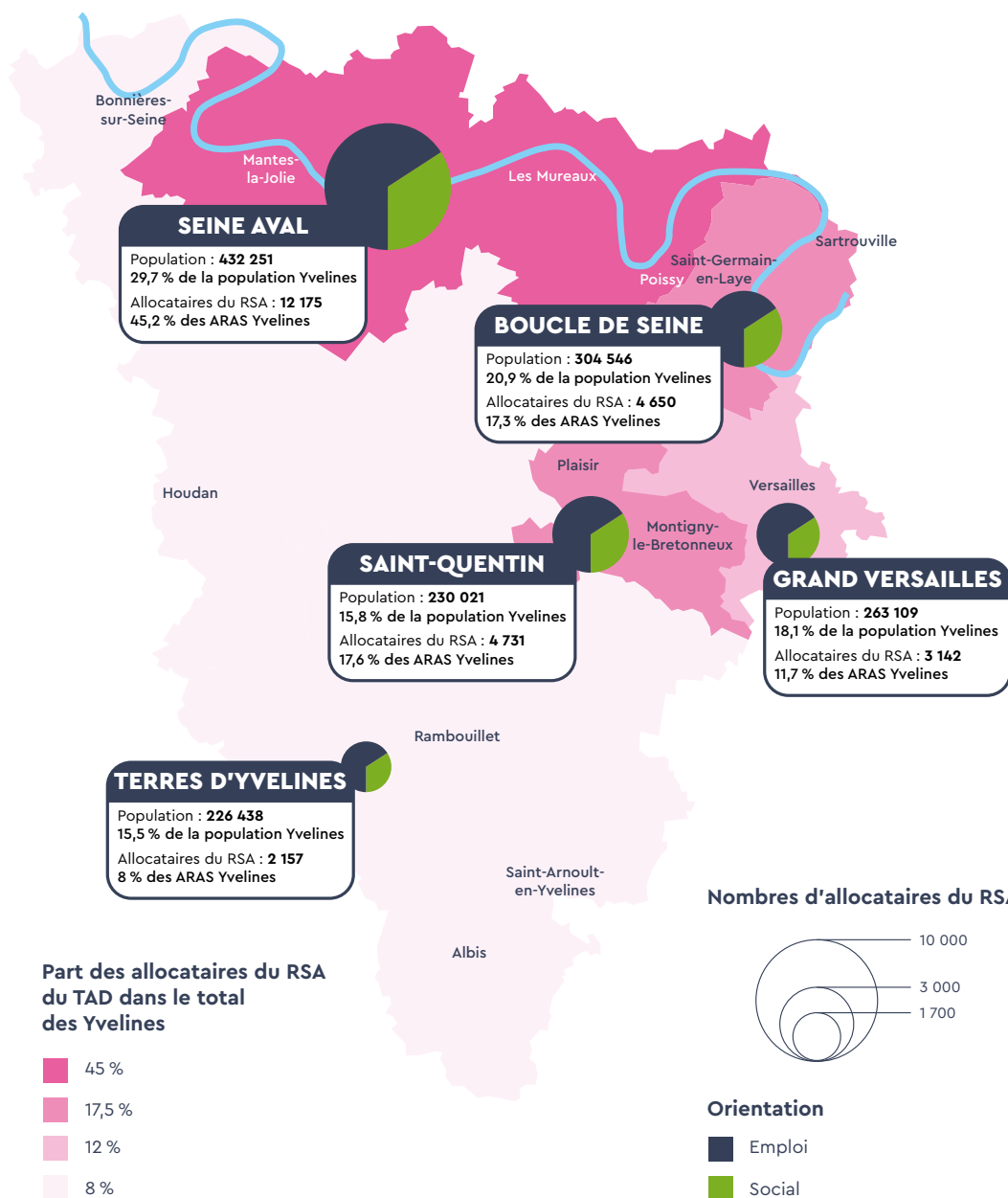


8. Source : Atelier de la données 2023 – CD78

Géographie

La Vallée de Seine (Territoires de Seine Aval et de Boucle de Seine), qui a connu d'importantes destructions d'emplois industriels depuis la crise de 2008, continue de concentrer le plus grand nombre d'allocataires du RSA. La création des emplois de services dans le secteur tertiaire ne compense pas les pertes subies par l'industrie malgré les importants efforts engagés.

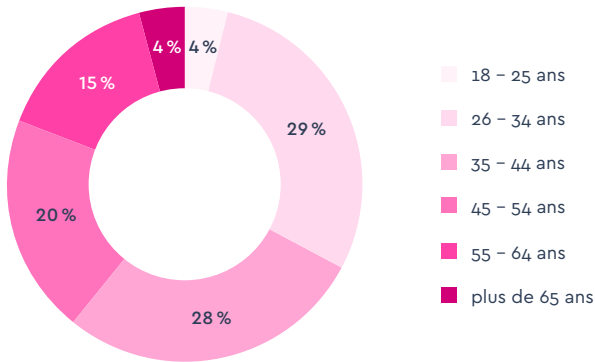
RÉPARTITION DES ALLOCATAIRES DU RSA PAR TERRITOIRE (TAD) EN 2023



Principales caractéristiques des allocataires du RSA

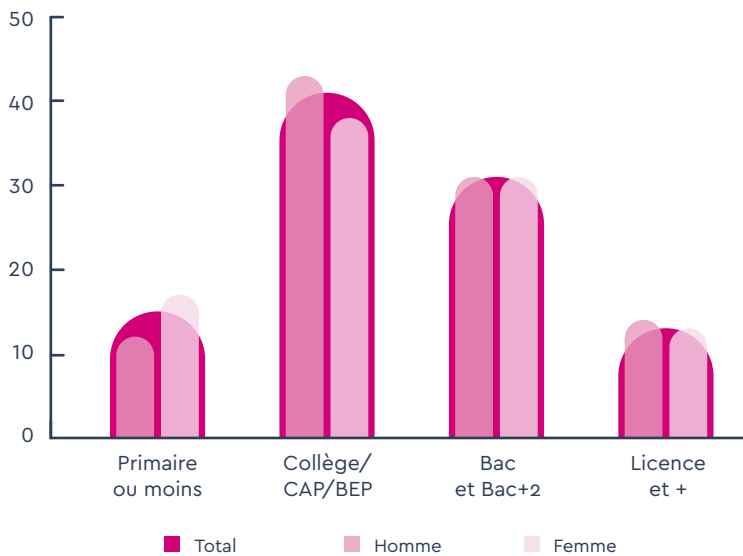
Compte tenu des critères d'éligibilité au RSA, seuls 4 % des ARSA ont moins de 26 ans. La classe des 26-34 ans est la plus représentée (29%), soit des actifs en début de parcours professionnel, souvent marqué par des statuts dans l'emploi plus précaires.

TRANCHE D'ÂGE DES ALLOCATAIRES



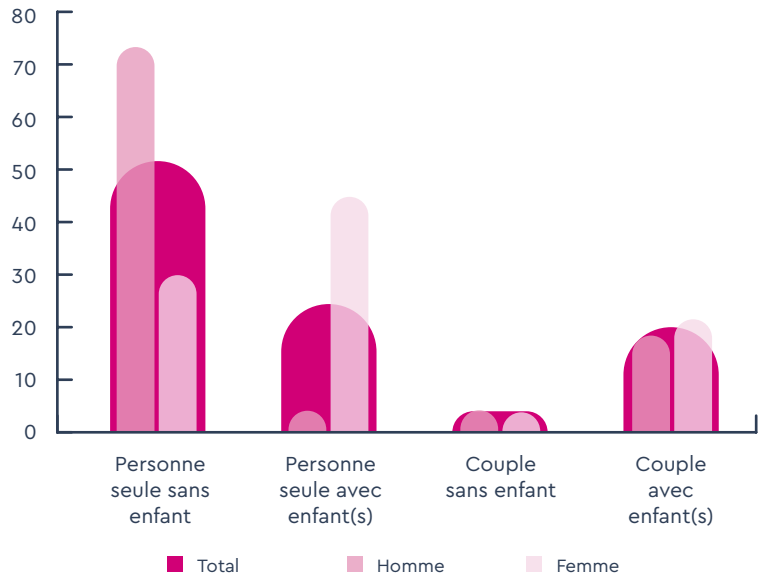
Plus de 4 allocataires sur 10 ont *a minima* le BAC et la répartition est quasi-identique entre hommes et femmes.

NIVEAU D'ÉTUDE DES ALLOCATAIRES



3 allocataires sur 4 sont des personnes seules dont 1 personne sur 3 avec enfant(s). A l'inverse, 1 allocataire sur 4 vit en couple dont 20% avec enfant(s). La catégorie "Personne seule sans enfant" est particulièrement surreprésentée chez les hommes puisque 73,3% d'entre eux vivent seuls sans enfant.

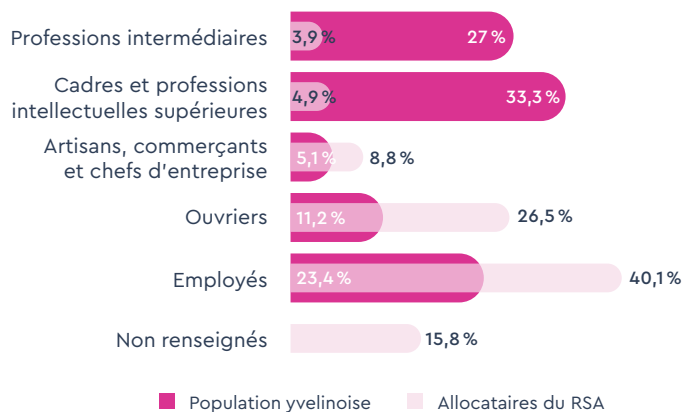
SITUATION FAMILIALE DES ALLOCATAIRES



7 ARSA sur 10 sont « ouvriers » ou « employés ».

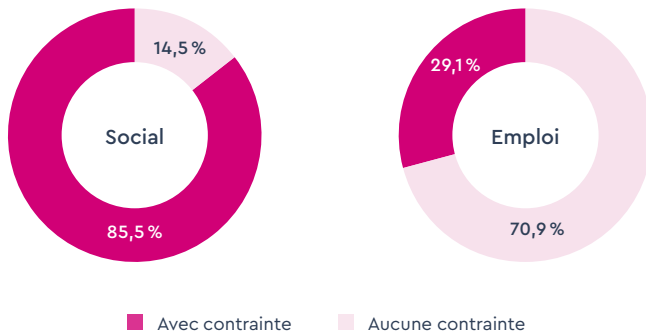
Les activités professionnelles réalisées dans le passé s'illustrent par une forte présence des employés (40,1%) et des ouvriers (26,5%). Par rapport à la répartition des CSP des Yvelinois, ces catégories sont surreprésentées au niveau des ARSA, ce sont également celles qui sont les plus exposées au chômage et au RSA du fait de leur vulnérabilité.

CSP DES ALLOCATAIRES



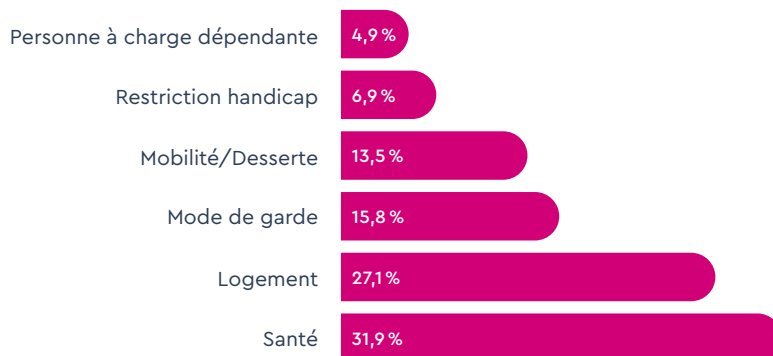
1 ARSA sur 2 déclare avoir des contraintes de retour à l'emploi. Les ARSA orientés « emploi » ont tendance à avoir moins de contraintes.

CONTRAINTES DE RETOUR À L'EMPLOI DES ALLOCATAIRES



1 ARSA sur 3 identifie la santé comme premier frein avec des effets cumulatifs sur les autres freins (mobilité, logement...).

FREINS DE RETOUR À L'EMPLOI DES ALLOCATAIRES



LE PROJET FRANCE TRAVAIL EXPÉRIMENTÉ DANS LES YVELINES

- En 2023, **France Travail** a fait l'objet d'une expérimentation dans les Yvelines en partenariat avec les Services déconcentrés de l'État et France Travail. Pour mémoire, ce projet vise à atteindre le plein emploi d'ici à 2027, en mettant en commun, à l'échelle d'un territoire, tous les savoir-faire (France Travail, collectivités et missions locales).
- **Saint-Quentin-en-Yvelines**, qui concentre un cinquième des allocataires du RSA yvelinois, est le siège de cette expérimentation, comme 17 autres collectivités en France. 29 nouveaux départements ont rejoint l'expérimentation en 2024, les Yvelines ayant fait le choix d'inclure le territoire de Terres d'Yvelines avec celui de Saint-Quentin-en-Yvelines dans l'expérimentation.

Ce choix s'explique aussi par la dynamique de partenariat opérationnelle particulièrement avancée dans les Yvelines, qui en fait un **territoire privilégié pour tester à l'échelle** l'accompagnement renforcé et l'enregistrement progressif de l'ensemble des allocataires du RSA à France Travail, afin qu'ils soient comptabilisés dans les demandeurs d'emploi et puissent accéder à la totalité des actions de levée des freins à l'emploi.

Comme suite à ces expérimentations, la loi plein emploi entrera en vigueur dans tous les départements au 1^{er} janvier 2025.

G₁

LES ACTIONS



Thématique 1

*Préparation à l'emploi,
accompagnement
et formation*

Orientation

Orientation 1

Agir sur les freins à l'emploi

Le constat

Résoudre les problématiques d'exclusion suppose de s'attaquer au désajustement de l'offre et de la demande d'emploi. Avec ActivitY', le PDI peut se développer selon une approche coordonnée qui permet de résoudre une part importante des freins. Les études de France Travail indiquent que les difficultés se concentrent sur quelques facteurs ciblés par le PDI : mobilité, garde d'enfants, maîtrise du français et du numérique, *soft skills*⁹ et confiance en soi. La préparation à l'emploi et le développement de l'employabilité supposent d'agir sur ces freins tout en orientant activement les candidats vers le retour à l'emploi. Pour chaque candidat, un projet professionnel personnalisé est mis en place dans cette perspective.

⁹. Soft skills : savoir être adaptés à l'univers professionnel.

AXE 1 - Accroître la mobilité des candidats



POURQUOI C'EST IMPORTANT

Un Francilien sur quatre renonce à un emploi ou une formation faute de pouvoir s'y rendre. Les problèmes de mobilité affectent tout particulièrement les personnes à faibles revenus.



LES ENJEUX À RELEVÉ

Réduire les inégalités territoriales qui entravent l'accès à l'emploi et à la formation. Favoriser l'autonomie des personnes dans les déplacements et le recours à toute l'offre de mobilité (polymodalité) en privilégiant les mobilités douces. Faciliter l'accès à l'automobile, par exemple pour les personnes travaillant en horaires décalés, ou éloignés des services de transports en commun et dont la reprise d'emploi nécessite un véhicule personnel.



QUELQUES ACTIONS EMBLÉMATIQUES

- Diagnostics de compétence mobilité et parcours personnalisés d'accès à l'emploi en partenariat avec Wimoov, le Laboratoire de la mobilité ;
- Aide à l'achat, la location et l'entretien d'un véhicule personnel en partenariat avec Care Maker, la filiale RSE de Renault ;
- Aide au passage du permis de conduire...

AXE 2 – Favoriser la maîtrise du français à usage professionnel



POURQUOI C'EST IMPORTANT

Maîtriser la langue française conditionne souvent l'obtention d'un emploi. Dans cette optique, Activit'Y' propose un ensemble de modules de remise à niveau et d'apprentissage du français à usage professionnel, eux-mêmes intégrés à des stages de montée en compétences sectoriels (BTP, restauration...).



LES ENJEUX À RELEVER

Permettre à des allocataires d'accéder à des formations de remise à niveau intensives en français. Valoriser les diplômes et qualifications acquis dans les pays d'origine en accédant à un premier niveau de compétences linguistiques. Favoriser la découverte des métiers qui recrutent à travers l'usage de la langue et l'apprentissage d'un vocabulaire professionnel spécifique.



QUELQUES ACTIONS EMBLÉMATIQUES

- Diagnostics personnalisés avec orientation vers des parcours de formation adaptés ;
- Sessions de formation d'apprentissage du français en situation professionnelle avec le CFMBTP et Stelo formation ;
- Possibilité d'articuler cette formation avec d'autres actions de levée des freins à l'emploi (passage du permis de conduire, Cravate solidaire...)

AXE 3 – Développer la maîtrise des outils numériques



POURQUOI C'EST IMPORTANT

D'après une étude de France Travail, 12 % des demandeurs d'emploi n'utilisent pas Internet dans leur recherche d'emploi. Parmi eux, 45 % ne savent pas utiliser Internet et 23 % ne sont pas bien équipés. Afin de rapprocher de l'emploi les publics menacés d'illectronisme, ActivitY' propose des actions permettant d'acquérir une certaine autonomie digitale.



LES ENJEUX À RELEVER

Accompagner les allocataires dans leur appropriation des outils digitaux dédiés à la recherche d'emploi. Initier à la maîtrise de son image professionnelle sur les réseaux sociaux.



QUELQUES ACTIONS EMBLÉMATIQUES

- Stages de montée en compétences digitales individuels ou en ateliers adossés à un réseau de partenaires (Cité des métiers, Numéricli...);
- Premières actions de recherche d'emploi (CV, collecte des offres, candidatures);
- Mise à disposition d'espaces numériques pour les candidats ne disposant pas de matériel.

AXE 4 - Proposer des modalités de garde d'enfant adaptables



POURQUOI C'EST IMPORTANT

En France, la question de la garde des enfants en bas âge a un impact significatif sur les dynamiques de recrutement. Dans les Yvelines, 23 % des allocataires du RSA sont des familles monoparentales, dont des mères isolées.



LES ENJEUX À RELEVER

Dynamiser l'entrée en formation ou en emploi des allocataires du RSA majoré (femmes seules avec enfant, familles monoparentales) en particulier dans les quartiers prioritaires de la ville (QPV). Offrir des solutions souples permettant aux personnes de se rendre disponibles simplement et rapidement pour toute opportunité professionnelle. Faire du besoin de garde d'enfant une opportunité pour former des allocataires du RSA à ce métier en forte demande de main d'œuvre.



QUELQUES ACTIONS EMBLÉMATIQUES

- Mise en place d'un maillage de service de garde d'enfant à la demande, au domicile des parents ;
- Construction, avec l'AFPI, d'un vivier d'allocataires du RSA formés au métier de baby-sitters ;
- Solutions de garde temporaires, pour une période donnée, en partenariat avec des collectivités ou des associations telles que la commune de Plaisir ou l'association « L'abeille et le papillon » ;
- Orientation d'allocataires du RSA intéressés par les métiers de la petite enfance et des services vers une première expérience professionnelle.

AXE 5 – Sensibiliser les allocataires aux codes du monde du travail



POURQUOI C'EST IMPORTANT

La maîtrise des codes de communication professionnelle (image, expression orale, gestion du stress, ponctualité) est un facteur qui influe sur le recrutement. Selon la 9^e édition du baromètre de l'Organisation internationale du travail sur la perception des discriminations dans l'emploi¹⁰, l'apparence physique est le deuxième critère cité par les personnes ayant subi une discrimination à l'embauche.



LES ENJEUX À RELEVER

Favoriser l'égalité d'accès à l'emploi en aidant les candidats à travailler sur leur image et sur les codes de communication en entretien d'embauche. Permettre à des personnes éloignées du marché du travail pendant une longue période de reprendre confiance en elles pour postuler à un emploi. Augmenter le taux de réussite de reprise d'emploi.



QUELQUES ACTIONS EMBLÉMATIQUES

- Ateliers de coaching en image et préparation à l'entretien d'embauche avec l'association La Cravate solidaire ;
- Ateliers de reprise de confiance et remobilisation sur le projet professionnel avec Impro'actif...

¹⁰. Source : Édition 2016

Orientation

Orientation 2

Favoriser la découverte de métiers
et la formation

AXE 1 - Favoriser l'orientation des publics prioritaires dans les secteurs en tension



POURQUOI C'EST IMPORTANT

Le manque de qualification¹¹ figure parmi les principaux obstacles à l'embauche : une tendance qui s'accroît sous l'effet de la digitalisation et de la tertiarisation des activités. Parallèlement, de nombreux secteurs d'activité qui ont du mal à recruter souhaitent développer leur attractivité, tout en faisant connaître leurs métiers et les profils qu'ils recherchent. Dans ce cadre, le PDI propose de conjuguer l'offre de services à visée emploi développée par l'agence avec la volonté de promouvoir auprès des allocataires du RSA, les différents métiers des filières en tension, de renforcer l'ensemble de sa chaîne de valeur en accompagnant à la validation des projets professionnels, favoriser l'accès à la qualification et développer des parcours de professionnalisation à travers une plateforme métiers.



LES ENJEUX À RELEVER

Construire des projets professionnels viables dans des secteurs d'activités porteurs pour permettre aux allocataires du RSA de sortir durablement de l'allocation. Faciliter les reconversions et lutter contre les abandons de parcours. Contribuer à l'attractivité des métiers et favoriser le développement de compétences recherchées sur les secteurs en tension. Augmenter le taux d'embauche en contrat de plus de six mois des personnes ayant participé à ces actions de découverte et formation.



QUELQUES ACTIONS EMBLÉMATIQUES

- La création, au sein de l'agence, d'une plateforme métiers permet d'asseoir structurellement les questions de la formation et de la qualification comme un axe essentiel de Programme départemental d'insertion en renforçant de manière significative l'employabilité des personnes accueillies dont le projet est de s'insérer professionnellement dans les filières en tension (transport logistique, Batiments Travaux Publics, hôtellerie restauration...)
- Aide individuelle temporaire de retour en emploi (AITRE) pour financer la formation dans le cadre d'un parcours d'accès à l'emploi ;
- Mise en situation et définition du projet professionnel via des « plateaux techniques » avec l'AFPA ou via la réalité virtuelle avec J'EXPLORE ;
- Parcours découverte et formation dans les filières de l'aide à la personne avec l'agence AutonomY'.

11. Perte de valeur des diplômés

AXE 2 - Développer et déployer une offre de formation et de professionnalisation



POURQUOI C'EST IMPORTANT

Les publics prioritaires rencontrent majoritairement des difficultés d'intégration sur le marché du travail, en raison du manque des compétences exigées par les employeurs. La démarche d'accompagner la montée en compétences des bénéficiaires du RSA et des jeunes participerait au renforcement de leur employabilité, en réduisant le risque de chômage de longue durée et d'exclusion sociale.

De même, dans de nombreux secteurs professionnels, les entreprises peinent à recruter du personnel qualifié, malgré un contexte économique très favorable. La mise en place des actions de formation pour les publics en insertion permettrait donc de former les bénéficiaires, dans les domaines en tension, répondant ainsi aux besoins des entreprises et dynamisant le tissu économique.

La formation des publics prioritaires n'est pas exclusivement un enjeu économique. C'est un levier important pour favoriser l'inclusion des personnes en difficulté d'insertion sociale professionnelle, en leur permettant de valoriser leur potentiel.



LES ENJEUX À RELEVER

Favoriser la qualification professionnelle des allocataires du RSA par l'obtention des certifications ou des diplômes dans les métiers cibles. Adapter les formations aux profils et besoins spécifiques des publics prioritaires. Intégrer les solutions de levée de freins socioprofessionnels dans le socle de formation qualifiante. Animer et coordonner l'offre avec les chefs de file de l'orientation et de la formation professionnelle. Mobiliser les financements de la formation professionnelle pour accélérer l'insertion des publics prioritaires. Aligner la stratégie de la formation au besoin du marché du travail local.



QUELQUES ACTIONS EMBLÉMATIQUES

- Déploiement des actions intensives de formation, portées par l'agence en tant qu'organisme de formation habilité ;
- Développement et mise en œuvre d'un catalogue de formations qualifiantes, à destination des publics prioritaires, pour accélérer leur insertion dans les secteurs en tension.

Orientation

Orientation 3

Accompagner vers l'emploi

Le constat

Pour remobiliser les candidats éloignés du marché du travail et les inscrire dans une dynamique de reprise d'emploi, le PDI mise sur des parcours d'accompagnement socio-professionnels. Objectifs : accroître l'autonomie des personnes dans l'élaboration de leur projet professionnel, leur ouvrir l'accès à des formations, les entraîner à répondre à des offres d'emploi et à passer des entretiens, les aider à trouver un emploi ou à créer leur entreprise.

AXE 1 - Accompagner vers la reprise durable d'activité



POURQUOI C'EST IMPORTANT

Dans cette optique, le Département a mis en place des équipes dédiées de Coordinateurs de parcours d'insertion professionnelle (CPIP) dans ses 5 territoires, afin de répondre aux besoins spécifiques des allocataires du RSA et de garantir un accompagnement renforcé vers l'emploi. Développer des dispositifs en propre et / ou avec ActivitY' et ses partenaires.



LES ENJEUX À RELEVER

Éviter les ruptures de parcours et consolider la reprise d'activité en vue d'une sortie durable de l'allocation RSA (50% des allocataires du RSA ayant été suivis par un Coordinateur de parcours d'insertion professionnelle (CPIP) reprennent un emploi ou une formation en 12 mois).



QUELQUES ACTIONS EMBLÉMATIQUES

- Ateliers collectifs thématiques : techniques de recherche d'emploi, CV et lettre de motivation, simulation d'entretien d'embauche, maîtrise des codes de l'entreprise, etc ;
- parcours métier : Parcoureo/J'explore = trouver sa vocation et se former, Wimoov/Improactif : développer son employabilité.

CHIFFRE CLÉ

+12 POINTS

D'après une étude de France Travail¹², la probabilité de retrouver un emploi augmente avec le niveau d'autonomie déclaré par les candidats, or celui-ci augmente de 12 points après ce type d'accompagnement.

12. Source : https://www.pole-emploi.org/files/live/sites/peorg/files/documents/Statistiques-et-analyses/S%261/ES_71_Autonomie_parcours_recherche_emploi.pdf

AXE 2 - Accompagner à 360° grâce à un dispositif global



POURQUOI C'EST IMPORTANT

Développer et systématiser l'orientation des allocataires du RSA et des chômeurs de longue durée vers le dispositif d'accompagnement global renforcé est une priorité du Département, en partenariat avec France Travail. Ce parcours, qui propose une intervention coordonnée et simultanée sur le plan tant social que professionnel, débouche chaque année sur plus de 50 % de reprise d'activité ou de formation en neuf mois (durée moyenne). Il repose sur un diagnostic de compétences et sur des rendez-vous réguliers avec les allocataires.



LES ENJEUX À RELEVER

Atteindre 2 000 personnes accompagnées par an. Lever l'ensemble des obstacles sociaux ou professionnels pour ouvrir l'accès à l'emploi. Aider les allocataires à construire un projet professionnel qualifiant viable. Obtenir plus de 50 % de retour en emploi ou en formation qualifiante.



QUELQUES ACTIONS EMBLÉMATIQUES

- Stages de remise à niveau linguistique et numérique, découverte des métiers et construction du projet professionnel (informations collectives, mises en situation en milieu professionnel...);
- Accès à l'offre de préparation à l'emploi 'ActivitY';
- Accès aux aides du Département pour le logement et la santé ;
- Ateliers CV ;
- Job dating ;
- Recrutement par simulation en entreprise.

CHIFFRE CLÉ

26

C'est le nombre de binômes référents emploi / travailleur social qui ont en charge le suivi individualisé des personnes du début à la fin de leur parcours d'accompagnement global. Une spécificité yvelinoise, mise en place grâce au Département et à France Travail, qui mobilisent des ressources spécifiques, cofinancées par le Fonds Social Européen.

AXE 3 - Accompagner la sortie du RSA par la création d'entreprise



POURQUOI C'EST IMPORTANT

L'opportunité de créer sa propre activité constitue une manière autonome de retrouver un emploi. Afin de mettre toutes les chances de leur côté, le PDI porte une attention particulière au suivi des projets d'entrepreneuriat des allocataires du RSA. De la viabilité du projet à la logique de rentabilité, un parcours d'accompagnement à l'entrepreneuriat de 12 mois est proposé en ce sens, avec pour objectif de construire un projet d'entreprise viable et de sortir durablement de l'allocation.



LES ENJEUX À RELEVER

Établir un diagnostic des compétences entrepreneuriales des personnes et de la viabilité de leurs projets. Favoriser la création d'une activité qui soit une source durable de revenus. Si besoin, accompagner la fermeture d'une activité non-viable et aider la personne à rebondir en capitalisant sur ses compétences transférables vers un emploi salarié.



QUELQUES ACTIONS EMBLÉMATIQUES

- Accompagnement des Allocataires du RSA dans la définition de leurs projets de création d'entreprises et du modèle économique par des partenaires comme l'ADIE, BGE, Positive Planet, l'APSIE.

Orientation

Orientation 4

Apporter des solutions
aux problèmes de santé
et de logement



POURQUOI C'EST IMPORTANT

Crise du logement, inflation, précarité : afin d'aider les allocataires du RSA à faire face aux difficultés qu'ils rencontrent, le PDI prévoit d'intensifier ses interventions en les coordonnant avec les dispositifs d'accompagnement professionnel et de formation.

À titre d'exemple, un Accompagnement spécifique personnalisé (ASP), est proposé chaque année à quelques 400 allocataires du RSA et demandeurs d'emploi engagés dans un parcours d'accompagnement global renforcé et rencontrant une problématique de santé psychique qui empêche la mise en œuvre d'un projet d'insertion.

Par ailleurs, une part importante des aides liées au Plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (PDALHPD) bénéficie à des allocataires du RSA ou à des demandeurs d'emploi. À titre d'exemple, entre 32 % et 38 % des allocataires du Fonds social pour le logement (FSL maintien et FSL Accès) sont des allocataires du RSA.



LES ENJEUX À RELEVÉ

Accompagner l'accès aux soins médicaux et psychologiques associés à la formalisation d'un projet d'insertion adapté. Déployer une politique d'accès et de maintien dans le logement, d'hébergement et de logement accompagné, pour les publics précaires qui sont inscrits dans un parcours de reprise d'activité. Coordonner les aides sociales aux dispositifs d'accompagnement à l'emploi développés par la Direction de l'insertion et de l'action sociale du département et par ActivitY'



QUELQUES ACTIONS EMBLÉMATIQUES

- Convention annuelle pour l'Accompagnement spécifique personnalisé avec l'association ARPEIJE (263 personnes accompagnées a minima).
- Financement de deux dispositifs d'intermédiation locative : le bail glissant et l'accompagnement social lié au logement temporaire (ASLLT).

CHIFFRE CLÉ

3 SUR 4

C'est le nombre d'allocataires du RSA qui sont confrontés à des difficultés sociales, au premier rang desquelles figurent les difficultés financières suivies des problèmes de santé et de logement¹³.

¹³. Source : Etude de l'ADD CD 78 de 2021

C₂

LES ACTIONS



Thématique 2

Les emplois de transition

Le constat

L'expérience d'un candidat figure parmi les premiers critères que regarde un recruteur : d'après une étude de France Travail, ce facteur serait même le plus déterminant pour être embauché. C'est pourquoi le PDI fait de la mise en activité des candidats le pilier des parcours d'accès à l'emploi. Cette approche permet en effet aux personnes de se reconnecter au monde du travail de façon progressive et en étant accompagnées, de se former par une mise en situation professionnelle de plusieurs mois et de valoriser une expérience récente sur leur CV.

Dans les Yvelines, les emplois de transition prennent la forme de Parcours emploi compétences, de contrats dans les structures d'insertion par l'activité économique et de contrats via les clauses d'insertion dans les marchés. Emblématiques des parcours proposés dans le cadre du PDI autour du triptyque accompagnement / formation / emploi, ces contrats sont conçus comme des tremplins vers des emplois pérennes.

Orientation

Orientation 5

Les Parcours emplois compétences

CHIFFRE CLÉ

600

C'est le nombre d'allocataires du RSA engagés chaque année en Parcours emploi compétences par le Département des Yvelines.

Plus de 50 %

C'est le pourcentage de candidats qui reprennent un emploi durable après un contrat Parcours emploi compétences.



L'INTÉRÊT DU DISPOSITIF

La montée en compétences et la qualification des candidats sont des leviers déterminants pour assurer le retour en emploi durable. Des travaux récents montrent que l'acquisition et la certification des compétences jouent un rôle clé, au-delà de la nature marchande ou non marchande des emplois¹⁶. Le PDI développe donc des contrats comme le Parcours emploi compétences en portant une attention particulière à la formation et aux secteurs d'activité porteurs, et en appelant les employeurs publics à se mobiliser pour recruter avec ce dispositif. Depuis 2015, le Département des Yvelines permet à ce titre à des allocataires du RSA d'être engagés en contrat Parcours emploi compétences pour ses missions (restauration scolaire, entretien des espaces verts, numérisation des archives, sécurité et accueil...).

Concrètement, la réalisation de ces contrats est portée par l'agence ActivityY' et une équipe dédiée experte en insertion professionnelle. Cette organisation permet de garantir l'efficacité du dispositif, en particulier ses trois finalités : accompagnement, qualification et acquisition de compétences transférables, recrutement en PEC puis en emploi durable.



L'ENJEU À RELEVER

Développer les Parcours emploi compétences chez les employeurs yvelinois du secteur non marchand (collectivités locales, établissements sociaux et médico-sociaux, associations).



QUELQUES ACTIONS EMBLÉMATIQUES

- **Au niveau de l'agence ActivityY' :**
 - parcours complet pour sortir du RSA avec une expérience professionnelle de 12 mois et une rémunération au SMIC, sur une base de 26 heures de travail hebdomadaire, co-financée par ActivityY' et l'État ;
 - accès à un bouquet de formations certifiantes ou qualifiantes ainsi que d'aide à la prise de poste dispensées par le Fonds local pour l'emploi et la solidarité (FLES), Inserxo/Sodexo, l'Infiss, l'ISCG.
- **Au niveau du Département :**
 - contrats aidés au sein des Brigades vertes pour l'entretien des espaces naturels et des Brigades bâtiment pour l'entretien du patrimoine et des locaux ;
 - contrats aidés chez C'MIDY, la société d'économie mixte qui gère la restauration dans les 116 collèges des Yvelines, pour travailler en cuisine ou sur des missions de nettoyage / propreté.

16. Source : Étude France stratégie

Orientation

Orientation 6

L'insertion par l'activité
économique



L'INTÉRÊT DE LA FORMULE

Confortée par le Pacte d'ambition de 2019, l'insertion par l'activité économique est une manière de produire de la valeur qui concilie bénéfices économiques, sociaux et territoriaux. L'ambition est de contribuer au développement d'activités à impact sociétal et environnemental et d'augmenter le nombre de salariés en insertion accompagnés.

Concrètement, dans les Yvelines, de nombreuses structures sont soutenues par ActivitY', en partenariat avec l'État, pour accompagner vers l'emploi et faire sortir de la précarité près de 850 salariés, entrés en tant qu'allocataires du RSA. Avec le nouveau PDI, une logique d'appels à projets se mettra en place afin de faire émerger de nouveaux partenaires dans le secteur de l'insertion par l'activité économique et d'inciter à l'innovation.



LES ENJEUX À RELEVÉ

Contribuer au développement d'activité des structures d'insertion par l'activité économique avec deux appels à projets pour le financement des investissements. Faire des structures d'insertion les partenaires de la responsabilité sociétale des entreprises, notamment pour la réalisation des clauses sociales dans les marchés. Soutenir les structures développant des activités qui contribuent à la transition énergétique.



QUELQUES ACTIONS EMBLÉMATIQUES

- Formation aux métiers du recyclage de matériel électroménager avec l'entreprise d'insertion ENVIE, partenaire de Darty, qui embauche chaque année près de 23 salariés en insertion, dont 10 allocataires du RSA.

CHIFFRE CLÉ

850

C'est le nombre de salariés en insertion accompagnés et formés chaque année avec l'appui des financements ActivitY'.

Orientation

Orientation ?

Les embauches via les clauses d'insertion

CHIFFRE CLÉ

800

C'est le nombre de candidats en contrat, accompagnés et formés chaque année, via les clauses d'insertion.

600

C'est le nombre d'entreprises titulaires des marchés ou sous-traitantes accompagnées pour réaliser leurs objectifs d'insertion.



L'INTÉRÊT DE LA FORMULE

Avec plus de 800 personnes en contrat chaque année, les embauches via les clauses d'insertion dans les marchés publics font de ces derniers un levier d'insertion professionnelle dynamique. Les candidats en emploi au sein des entreprises titulaires des marchés bénéficient de formations certifiantes et qualifiantes. Ces recrutements prennent notamment la forme de contrats à durée déterminée, de contrats de professionnalisation ou encore de contrats d'apprentissage. Et les résultats sont là : 70 % des candidats sont encore en contrat à plus de 12 mois après leur embauche.

Le PDI entend poursuivre cette démarche, avec des marchés appelés à générer un gros volume de contrats, à l'image des JO de Paris 2024, des infrastructures de transports du Grand Paris, de la construction du nouveau centre d'entraînement du Paris Saint-Germain à Poissy ou encore de la rénovation urbaine des quartiers (le Bel Air à Saint-Germain-en-Laye, la Noé à Chanteloup-les-Vignes).



LES ENJEUX À RELEVER

Aider les employeurs qui peinent à recruter : les clauses sociales sont une opportunité de trouver et garder des candidats qualifiés et également accompagnés dans leur parcours d'accès à l'emploi par l'agence d'insertion ActivitY'. Conseiller les maîtres d'œuvre et les donneurs d'ordre (déjà une centaine) pour les aider à intégrer des clauses d'insertion dans les marchés afin d'augmenter l'impact sociétal de leurs projets. Apporter une garantie de service aux entreprises titulaires des marchés afin de leur permettre de réaliser efficacement leurs objectifs d'insertion.



QUELQUES ACTIONS EMBLÉMATIQUES

- Service aux entreprises et donneurs d'ordre avec une équipe dédiée de facilitateurs et facilitatrices ActivitY' (développement et la mise en œuvre des clauses d'insertion dans l'ensemble des marchés passés par les opérateurs publics des Yvelines) ;
- Garantie de formation des candidats en contrat avec une orientation sur des préparations à l'emploi (POEC) avec France Travail et des formations qualifiantes avec les Opérateurs de compétences (OPCO) et les centres de formation (CFM BTP) ;
- Accompagnement des candidats dans leur parcours d'insertion avec un accès à l'ensemble de l'offre de levée des freins à l'emploi d'ActivitY' (apprentissage du français, passage du permis de conduire...).

Orientation

Orientation 8

Vers l'emploi durable

AXE 1 - Développer les partenariats avec les entreprises qui recrutent



POURQUOI C'EST IMPORTANT

Afin de promouvoir les métiers ayant des besoins en main d'œuvre et de proposer aux allocataires du RSA des opportunités d'emploi en entreprise, une démarche de partenariats avec les employeurs du territoire a été initiée. Objectif : favoriser un recrutement durable, avec notamment une équipe de chargés de relation entreprises au sein de l'agence ActivitY', des conventions de partenariat avec des grands employeurs publics et privés et le club d'entreprises Face Yvelines ou encore un partenariat avec la Chambre de commerce et d'industrie Versailles Yvelines.



LES ENJEUX À RELEVER

Accélérer la remise en activité durable (CDI ou CDD de plus de 6 mois) des allocataires du RSA proches de l'emploi ou en fin de parcours. Mieux connaître les besoins des entreprises, notamment les TPE/PME et leur apporter un service clé en main pour recruter des personnes en insertion. Contribuer à réduire le manque de main d'œuvre dans des secteurs structurants.



QUELQUES ACTIONS EMBLÉMATIQUES

- Partenariats avec les grands employeurs du territoire comme la RATP, Cap Ile-de-France et le club d'entreprise Face Yvelines pour former et embaucher des chauffeurs routiers et des agents de médiation en gare ;
- Participation aux Challenges emploi de la Chambre de commerce et d'industrie Versailles Yvelines.

AXE 2 - Lutter contre la fracture territoriale avec le bus Job Insertion



POURQUOI C'EST IMPORTANT

L'accessibilité des services publics de l'emploi reste un frein à la reprise d'activité pour les personnes qui résident en zone rurale et semi-rurales. Afin d'aller à leur rencontre, le Bus Job Insertion, initié par le Département des Yvelines en partenariat avec l'agence ActivitY', France Travail et les missions locales, propose un service de l'emploi itinérant qui dessert 22 communes des Yvelines.



LES ENJEUX À RELEVER

Rapprocher l'offre et la demande d'emploi. Proposer un accompagnement sur mesure aux candidats et aux recruteurs pour dynamiser l'accès à l'emploi. Mettre en réseau les acteurs de l'emploi et de l'insertion. Appuyer la diffusion des opportunités d'emploi auprès des habitants des Yvelines.



QUELQUES ACTIONS EMBLÉMATIQUES

- Espace informatique en libre-service pour la réalisation de CV, lettres de motivation et recherches d'offres d'emploi en autonomie ;
- Accueil sur-mesure avec conseils et accompagnement par des professionnels de l'insertion ;
- Organisation d'événements tels que des *job dating*.

AXE 3 - Dynamiser les partenariats entre les entreprises et les structures de l'insertion par l'activité économique



POURQUOI C'EST IMPORTANT

De nombreux acteurs économiques et territoriaux des Yvelines souhaitent développer une démarche d'achats responsables : à leur intention, le club des entreprises engagées pour l'emploi Busin'ESS 78 a créé un catalogue de services et de prestations à impact sociétal et environnemental. Celui-ci fait intervenir les structures d'insertion par l'activité économique soutenues par l'agence ActivityY', mais également l'ensemble des SIAE, des entreprises adaptées et certains ESAT des Yvelines. Ces structures proposent une offre dans de très nombreux domaines, de l'entretien de bâtiments ou d'espaces verts à la production maraîchère locale, en passant par la blanchisserie.



LES ENJEUX À RELEVER

Augmenter le nombre de salariés en insertion en contrat dans les structures d'insertion par l'activité économique. Développer les partenariats avec un calendrier d'événements réguliers. Augmenter le nombre d'adhérents au club Busin'ESS 78. Promouvoir le label des entreprises engagées pour l'insertion par l'emploi et créer un prix de l'insertion. Permettre aux entreprises adhérentes de développer leur chiffre d'affaires annuel.



QUELQUES ACTIONS EMBLÉMATIQUES

- Animation des relations entre les membres du club Busin'ESS 78 par Initiative 78 95, porteur des actions de France Active ;
- Convention d'affaire annuelle et rencontre entre membres du club Buisn'ESS 78 et entreprises ;
- Travaux sur les sujets de la sensibilisation des entreprises à l'ESS, l'emploi durable, la recherche de financement et la mesure de l'impact.

D

MESURE D'IMPACT ET ÉVALUATION



Le Programme départemental d'insertion fonde la légitimité de ses actions sur la mesure des résultats obtenus.

En partenariat avec les services d'évaluation de ses partenaires pilotes des politiques de l'emploi et de la solidarité, Activity' a mis en place une méthode d'évaluation régulière basée sur trois indicateurs de performance :

LES INDICATEURS QUANTITATIFS SUR LE VOLUME ET LA DURÉE DES PARCOURS D'INSERTION :

- Taux d'allocataires des actions du Programme départemental d'insertion remis en activité – emploi, emploi de transition, formation qualifiante ;
- Taux de retour en emploi annuel des allocataires du RSA qui ont participé à une action du Programme départemental d'insertion comparé au taux de retour en emploi annuel des allocataires du RSA sans le Programme départemental d'insertion ;
- Évolution de la durée des parcours d'insertion professionnelle.

LES INDICATEURS QUANTITATIFS ET QUALITATIFS SUR LA QUALIFICATION ET LA SATISFACTION DES EMPLOYEURS

- Volume de candidats formés aux métiers des filières en tension ;
- Taux de candidats ayant repris une activité professionnelle et toujours en emploi 12 mois plus tard ;
- Mesure de satisfaction des entreprises sur un panel représentatif : le candidat est-il formé et préparé au poste ? L'entreprise a-t-elle embauché en CDD renouvelable, en CDI ?

LES INDICATEURS QUALITATIFS SUR L'APPROPRIATION DE L'OFFRE DE SERVICE ACTIVITY' ET SUR SON ADAPTATION AUX BESOINS DES PARTENAIRES (ENTREPRISES, ASSOCIATIONS ET ACTEURS PUBLICS)

- Mesure de la satisfaction des partenaires sur un panel représentatif : l'offre du PDI est-elle lisible, adaptée au profil des candidats, aisée à utiliser ;
- Mesure de l'incubation et de l'innovation sur un panel représentatif : l'offre du PDI a-t-elle modifié la méthode d'insertion ou de recrutement des partenaires ? A-t-elle engagé des innovations ?



L'agence d'insertion Hauts-de-Seine & Yvelines

L'agence interdépartementale ActivitY' est un groupement d'intérêt public interdépartemental qui rassemble 11 membres :

le Département des Yvelines, le Département des Hauts-de-Seine, la Préfecture des Yvelines, France Travail, la Caisse d'allocations familiales des Yvelines, la Caisse d'allocations familiales des Hauts-de-Seine, la Communauté urbaine Grand Paris Seine & Oise, la Communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en Yvelines et la Fédération régionale des travaux publics Ile-de-France, l'établissement public Paris La Défense, L'Association des Directeurs des Missions Locales des Yvelines.

**Toutes nos solutions pour l'accès
à l'emploi sur notre nouveau site :
www.agence-activity.fr**



Flashez ce code pour
suivre nos actions :



Cofinancé par
l'Union européenne



Yvelines
Le Département



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE



France
Travail



PRÉFET
DES YVELINES



ALLOCATIONS
FAMILIALES



hauts-de-seine
LE DÉPARTEMENT



adm178



LES TRAVAUX
PUBLICS
RÉGION ILE-DE-FRANCE



GRAND PARIS
SEINE
& OISE
COMMUNAUTÉ URBAINE



PARIS
LA DÉFENSE
d'un monde
post-carbone



SAINT
QUENTIN
EN YVELINES
Terre d'innovations